

A ce moment et à notre droite, le ciel s'étant dégagé en partie des nuages qui le couvraient à notre départ, nous pûmes observer à notre aise le Ladoga avec ses glaciers étincelant au soleil. Il faisait alors très chaud, et nous nous dirigeâmes vers lui sous un angle très aigu.

Bientôt nous fûmes en vue d'une ville dont le nom m'échappa et qui se trouve sur la rive occidentale, à l'endroit où celle-ci, après un promontoire très accusé, se rejette vers le N.-O.

Continuant notre route sous cette allure, nous avions la perspective de traverser le Ladoga à peu près dans sa plus grande largeur.

Nous n'étions pas riches en lest; la hauteur à laquelle nous nous étions élevés nous avait fait perdre du gaz par la dilatation.

Devant donc retrouver à la descente le vent intense du départ, il était prudent de conserver quelques sacs pour cette dernière partie de notre voyage. Ce dont nous pouvions disposer avec la faible vitesse dont nous étions animés ne nous permettait pas de tenter sans imprudence la traversée du grand lac, ayant surtout à craindre une forte condensation du gaz au coucher du soleil.

Mais les divers courants que nous avions observés nous rendaient le choix de l'allure très facile.

Nous laissant glisser peu à peu, nous ne tardâmes pas à être déviés vers le N., puis vers le N.-N.-O. A 1,000 mètres nous suivions cette allure, nous éloignant du Ladoga et naviguant entre ce lac et le golfe de Finlande.

Il était alors 7 h. 1/2; le sol légèrement accidenté était émaillé de lacs et de collines couvertes de neige du côté exposé au Nord.

A l'Ouest nous n'avions que forêts et marécages.

Je résolus alors de naviguer de façon à opérer notre descente près du golfe, à proximité du chemin de fer de Finlande, que nous avions traversé depuis longtemps et que nous devions retrouver alors que le vent des parties basses nous ramènerait vers l'Ouest.

Dans cette situation, et pour éviter des désagréments analogues à ceux du départ, je devais m'efforcer de descendre dans un endroit aussi abrité que possible. Une clairière ou la lisière d'une forêt exposée à l'Ouest devait être surtout recherchée. J'observai bientôt une forêt pouvant avoir 6 à 7 verges de diamètre et présentant les conditions voulues.

L'aérostat, ramené à 200 mètres du sol, fut littéralement emporté par le courant inférieur. Pour arriver à cette faible hauteur nous avions décrit la spirale inverse à celle que nous avions suivie à notre départ. Nous marchions à raison de 80 à 100 kilomètres à l'heure et, nous rapprochant du golfe, nous revenions sur Pétersbourg.

Notre guide-roupe ne tarda pas à trainer sur les arbres de la forêt, imprimant à l'aérostat des balancements irréguliers résultant du plus ou moins de résistance qu'il rencontrait dans les sapins.

Bientôt notre nacelle rencontra la cime des arbres et alors commença une course assez originale, dans laquelle nous traînâmes sur la forêt, courbant sous nos pieds les arbres les plus élevés, qui n'offraient pas plus de résistance qu'un champ de blé au souffle de la brise.

Notre guide-roupe trouvant alors une grande résistance dans les arbres, notre course en fut ralentie et cette circonstance, prévue d'avance nous permit de choisir avec précision notre point de descente.

Une clairière se présentait dans notre direction à 200 mètres de la lisière de la forêt; lorsqu'elle fut sous nos pieds, j'ouvris la soupape et notre nacelle se posa mollement sur le sol, sans aucun choc. Arrêtés par notre guide-roupe, nous pris dans les arbres, notre ancre fut inutile.

Nous étions descendus sur un coin de terrain légèrement bossu traversé par une rivière au cours rapide, appelée, je crois, en russe la rivière noire (Tchernaya).

Un quart d'heure après notre descente, aidés par des bûcherons finlandais, nous patâmes comme de vrais canards et procédâmes au dégonflement de l'aérostat.

Cette opération dura trois heures. Un chariot fut amené et le *Jules Favre* dégonflé et plié y fut chargé avec tous les accessoires.

Mais là commença pour moi une des parties les plus curieuses du voyage. Je me demandais comment on pourrait faire sortir le chariot et le volumineux matériel qu'il portait à travers cette forêt sans routes ni chemins.

En France, les forêts sont assez rares pour qu'on les respecte à l'égal d'une merveilleuse exception. Un coup de hache profane exposerait son auteur aux plus rigoureuses contraventions. Aussi mon étouffement fut-il grand, quand je vis mes auxiliaires improvisés se frayer un passage en abattant devant eux les arbres qui faisaient obstacle.

Quarante bras solides venus en aide au vigoureux petit cheval attelé au chariot, permirent de franchir troncs d'arbres et fondrières, la marche fut lente néanmoins, et à minuit

seulement nous arrivions à un petit village appelé Dyboune, à six kilomètres de la station du chemin de fer de Lévaschévo.

On nous proposa d'y passer le reste de la nuit et on nous conduisit vers une petite habitation fort originale et fort curieuse extérieurement. Pour notre malheur trente personnes de tout sexe y dormaient depuis plusieurs heures et mon humeur de touriste dut se modifier désagréablement devant l'état peu renouvelé de l'air intérieur.

Mais nécessité n'a pas de lois: la fatigue et l'appétit nous sollicitaient impérieusement, nous résolûmes de camper et, après avoir fait brèche à nos provisions de bouche, de nous livrer aux douceurs du sommeil. Mes compagnons dormirent comme des justes. Allongé sur un banc, dont la dureté me priva de toute consolation spirituelle, je pus examiner à loisir ce type curieux du Finlandais, son singulier costume et la disposition originale de ses demeures.

A 6 heures du matin, je réveillai mes compagnons et nous remerciâmes nos hôtes. Le ballon parti sur un chariot et nous, au moyen de deux télégrammes, nous rejoignîmes le chemin de fer à Lévaschévo et à 10 h. 1/2 nous étions de retour à St-Petersbourg.

Tel est le récit succinct de notre excursion. Très-intéressante comme observation des contrées aériennes et de leurs directions relatives, elle a été également fort pittoresque à plus d'un titre.

Les observateurs de Poulkovo et de Cronstadt ont fait des observations qui, jointes aux nôtres, fourniront, je l'espère, d'intéressantes études pour les spécialistes et que nous publierons, M. Rikatchew et moi.

Remercier toutes les personnes qui m'ont aidé en cette circonstance, je ne le saurais et succomberais faiblement devant mon insuffisance. L'autorité militaire, entre autres, m'a comblé de ses obligations et je ne saurais comment lui en témoigner ma gratitude. Que de remerciements je dois à S. Exc. l'aide de camp général Trépov, qui m'a tant facilité les moyens de publicité lors de mes remises, hélas trop fréquentes! Au général Prigoronsky, commandant l'école des cadets, pour avoir abusé d'une hospitalité offerte avec tant de courtoisie! Je n'oublierai pas le bienveillant concours de la presse de St-Petersbourg et la prière de me le continuer pour la deuxième et dernière ascension, que je compte faire en cette ville le dimanche 13 mai.

BUNELLE.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Les journaux nous apportent une dépêche de Madrid, datée du 12 mai et donnant les premiers résultats connus jusqu'ici des élections à la Constituante. A cette date avaient été élus: 138 fédéralistes, 9 radicaux, 2 conservateurs, 1 alphonstiste et 1 républicain unitariste. On croyait que le résultat général du scrutin serait l'élection de 350 fédéralistes contre 40 députés de l'opposition de tous les partis réunis.

A Paris, on se préoccupe surtout en ce moment des efforts que ferait la droite pour décider M. Thiers à se ranger de son côté et pour prolonger l'existence de l'Assemblée Nationale. Entre autres bruits qui courent à ce propos, il est question d'une conversation que M. Léonce de Guiraud aurait eue avec le président de la République. M. Guiraud aurait fait entendre à M. Thiers, au nom de son parti, que l'œuvre de la Chambre, loin de devoir prendre fin à la libération du territoire, ne ferait au contraire que commencer et devrait se prolonger autant que les assemblées du second empire, c'est-à-dire six ans. D'autres vont jusqu'à parler d'une quasi-conspiration, qui consisterait à confier au maréchal Mac-Mahon le commandement des forces de terre et de mer. Cette espèce de prélude de coup d'Etat parlementaire, dont nous ne parlons qu'à titre de curiosité, est reconnue par la droite elle-même comme une entreprise impossible à réaliser, car pour la mener à bien il faudrait une entente formelle des légitimistes, des orléanistes, des bonapartistes et des cléricaux pour renverser le régime actuel et lui en substituer un autre, mais c'est précisément par là que pèchent ces partis, car s'ils sont unanimes à ne pas vouloir de la République, ils ne peuvent s'entendre sur le régime qui devrait la remplacer.

En fait de nouvelles rentrant dans le domaine du possible, le *Bien public* dit savoir que les projets de loi organiques dont la préparation avait été confiée au gouvernement sont achevés, et que lecture en a déjà été donnée au conseil des ministres. Ce serait M. Dufaure qui aurait rédigé le texte des lois, tandis que le soin d'élaborer l'exposé des motifs aurait été confié à M. de Rémusat. Quant aux détails des lois en question, le *Bien public* déclare ne pas en avoir connaissance, mais il croit pouvoir affirmer que dans la loi

plus sur le mien, elle s'était redressée de toute sa hauteur... Thomas Bogdanovitch se grattait le front, et se balançait alternativement sur les deux pieds.

— A vous dire vrai, dit-il enfin, je ne sais pas moi-même pourquoi! seulement il le faut! ajouta-t-il vivement, en fronçant le sourcil, comme s'il eût attendu de la part de sa nièce quelque dangereuse parole.

Celle-ci garda le silence, et se prépara à reprendre sa marche, sans abandonner mon bras. Mais Thomas Bogdanovitch se trouva devant nous et nous barra le passage une seconde fois.

— Il a fait quelque chose que je ne sais pas, dit-il en gesticulant, — mais le commandeur a dit que s'il restait ici, cela irait mal, car le baron a promis de le rosser...

Je sentais à mon bras le frisson qui parcourait le corps de Lioubow Pétrouva.

— J'ai essayé d'interroger le commandeur, mais il n'a pas voulu me dire pourquoi le baron voulait rosser le musicien... Et le baron lui-même, en descendant de là-haut, est parti tout de suite pour Sélistch, sans vouloir prendre congé de moi... Peut-être avait-il honte de quelque chose, acheva Galagat entre ses dents.

— Et Hanna m'a dit: le major ne perd pas ses paroles, tu feras mieux de suivre son conseil... Elle m'a dit encore autre chose... continua-t-il

en hésitant, — de sorte que tout cela m'a déridé à le renvoyer...

— Vous avez bien fait! m'écriai-je involontairement.

— Oh! fit le vieux Galagat, et Boris aussi? Tu...

Il remarqua tout à coup la rougeur et le trouble qui couvraient mon visage, puis il reporta ses regards sur sa nièce, — et s'interrompit aussitôt. Son propre visage prit alors une expression de dignité que je ne lui avais pas encore vue, et il dit d'une voix tremblante d'émotion:

— Seulement, c'est une chose bien dure pour le pauvre Galagat, que dans son honnête maison il puisse se passer quelque chose que l'on n'ose pas lui dire en face...

Lioubow Pétrouva releva la tête d'un air haineux.

— Interrogez votre fille, lui dit-elle d'un ton méchant et méprisante, — elle vous l'expliquera sans doute... Elle retira donc son bras de dessous mon bras, et se dirigea rapidement vers son pavillon.

Thomas Bogdanovitch, éperdu, la regarda s'en aller, et se retourna vers moi. Ses lèvres tremblaient.

— Qu'est-ce qu'elle peut vouloir à ma fille? me demanda-t-il.

Je lui racontai franchement que Galagatchka venait de la blesser avec son ton d'aigreur, et

électorale aucune modification n'a été apportée à ce qui a trait à la limite d'âge des électeurs.

Nous reproduisons plus loin le discours que M. Visconti-Venosta a prononcé à la Chambre des Députés d'Italie, dans le cours des débats sur les ordres religieux, dont il est encore impossible jusqu'à présent de prévoir l'issue; toutefois nous trouvons dans le *Temps* quelques renseignements intéressants qui lui sont envoyés de Rome sur les dispositions des partis actuellement en lutte.

Le cabinet, comme on le sait, a déclaré admettre pour base de la discussion le projet de la commission, au lieu de son propre projet. Il s'est réservé seulement de présenter des amendements, qui consistent à assurer davantage la position des généralats et à restreindre l'action municipale, que l'on suppose devoir être passionnée, dans la liquidation des biens monastiques. La gauche n'aurait point perdu tout espoir d'embarasser le ministère sur certains points, grâce au concours qu'elle espère trouver dans quelques députés du centre droit, très-anticléricaux, et spécialement dans quelques députés ministériels de la province romaine qui, prêts à la modération pour tout en général, hésitent à être modérés dans les questions politico-religieuses.

L'esprit municipal et provincial romain est divisé en deux camps pour les débats de gouvernement, de finances, etc. Sur 16 députés, près de la moitié sont de la gauche, et l'autre moitié de la droite; mais, quand il s'agit des affaires monastiques, à l'égard desquelles ces esprits sont spécialement surexcités, ils deviennent presque unanimes à voter contre la modération gouvernementale, et à soutenir le radicalisme de la gauche.

Voilà donc 8 à 10 voix de droite qui ne sont pas sûres pour le cabinet. Il y aurait en outre quelques autres déflections possibles. Cependant, on paraît assuré en général que le cabinet peut compter finalement sur une majorité de 25 à 30 voix.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Agram, mercredi 14 mai.

Les Monténégriens émigrés, qui avaient sollicité l'intervention du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie auprès du prince de Monténégro pour être amnistiés, ont été informés que des demandes d'amnistie directement adressées au prince seraient prises en considération par Son Altesse.

Autre dépêche.

Versailles, jeudi 15 mai, au matin.

On assure que MM. de Goulard et Jules Simon ont donné leur démission, mais que M. Thiers refuse de l'accepter avant la rentrée de l'Assemblée Nationale.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La commission du Parlement de l'empire chargée d'examiner le projet de loi concernant les travaux de fortification a terminé ses travaux. Son rapporteur sera M. Oheimb. Le projet a été adopté avec quelques modifications de peu d'importance. Au cours des débats, le commissaire du gouvernement a déclaré que, la loi adoptée, les servitudes des fortifications cesseraient définitivement dès le 1^{er} octobre prochain et que des facilités seraient même déjà accordées jusqu'à la fin des travaux de construction et de bâtisse dans le rayon des fortifications.

Notons encore que la commission a voté une résolution demandant que les habitants soient affranchis de l'obligation de loger les militaires.

M. le consul général Schurtz, dit la *Kölnische Zeitung*, a adressé au Parlement de l'empire une pétition proposant de déclarer déchu de l'indignité allemande et privé de la protection des autorités impériales tout ressortissant allemand qui prendrait une part quelconque au commerce des coolies ou à la traite des esclaves.

M. Carl Schurz, membre du Sénat des Etats-Unis, dont il a été beaucoup question à l'époque de la réélection du président Grant, vient d'arriver en Allemagne. Il a voyagé avec sa famille à bord du paquebot *Deutschland*, entré ces jours-ci dans le port de Bremerhaven. (Nordseezeitung.)

On lit dans la *Norddeutsche Zeitung* du 13 mai:

« Les lecteurs se souviendront que la disparition de lettres sur le trajet de Paris à Strasbourg avait donné lieu il y a quelque temps à de vives pressions, voire même à des insinuations malveillantes à l'adresse de l'administration des postes allemandes. Il n'avait pas été difficile de démontrer, preuves en mains, l'innocence des employés allemands, mais, quant à ce qu'étaient devenues les lettres perdues, il est intéressant d'apprendre

maintenant que la cour d'assises de Paris vient de condamner à trois ans de prison un employé des postes françaises nommé Charles Schwallinger, natif de la Haute-Marne et âgé de 26 ans, pour soustraction de lettres. On a trouvé à son domicile 9,954 lettres, mais on ignore le montant des valeurs qu'il a soustraites. »

PRUSSE. — La Chambre des Députés aurait dû s'occuper dans sa séance de mardi, 13 mai, de la loi des chemins de fer, c'est-à-dire, comme on sait, d'une demande de crédit de 120 millions pour l'extension et l'amélioration du réseau ferré, mais à la suite d'une communication du comte de Roon, président du conseil, portant que des négociations étaient engagées relativement à la retraite du comte d'Izenplitz, ministre du commerce et des travaux publics, — la loi des chemins de fer n'est pas venue à l'ordre du jour de cette séance, qui a été consacrée à diverses questions d'intérêt local.

Une dépêche nous a appris hier que le nouveau ministre du commerce et des travaux publics est M. d'Achenbach, sous-secrétaire d'Etat à ce même département, et qui avait exercé précédemment les fonctions de sous-secrétaire d'Etat au ministère des cultes et de l'instruction publique.

M. Borek, secrétaire de la correspondance à la chancellerie particulière de S. M. l'empereur Guillaume, — décédé à St-Petersbourg le 3 mai, — a été remplacé dans ces fonctions par M. le conseiller de cour Borek, cousin du défunt.

M. de Raumer, le célèbre historien, a célébré le 13 mai le quatre-vingt-deuxième anniversaire de sa naissance. M. Frédéric de Raumer est né en effet le 13 mai 1781.

NÉCROLOGIE. — M. de Bodelschwingh, ancien ministre des finances, dont nous avons annoncé la mort, était né le 16 décembre 1800. Membre de la Diète provinciale de Westphalie depuis 1831, il fut nommé *landrath* de Hamm en 1837, conseiller supérieur de régence à Minden en 1844, et président de régence à Arnberg en 1849. Il occupa de 1851 à 1858 le poste de ministre des finances, fonctions dont il fut chargé de nouveau en 1862 et qu'il conserva jusqu'en 1866. Le défunt avait été élu en 1867 membre du Parlement de la Confédération du Nord, puis de l'empire d'Allemagne, par le collège de Herford-Halle, qu'il représentait aussi à la Chambre des Députés de Prusse. M. de Bodelschwingh était strictement conservateur.

BAVIÈRE. — Parmi les créanciers de la faillite Spitzeder se trouve un marchand d'oiseaux de New-York, M. Delaney, qui avait fourni à la « fête bienfaisante » pour 2,100 livres d'oiseaux-moqueurs (*mocking birds*). M. Spitzeder voulait acclimater en Bavière et qu'il avait laissé voler dans son parc, près de Munich.

Un journal allemand relève ce qu'il y a de finement ironique dans la sollicitude d'Adèle Spitzeder à acclimater des oiseaux-moqueurs autour des *Dachauer-Banken*.

France.

M. le général Vinoy, grand-chancelier de la Légion d'honneur, publie cette semaine, à la librairie de M. Henri Plon, sous le titre de *L'Armée française en 1873*, un livre où sont étudiées, à propos de la loi votée le 22 juillet 1871 par l'Assemblée Nationale, les ressources militaires de la France et les moyens de s'en servir.

Nous insérons ci-après un extrait de cette étude:

Des inconvénients qui se sont présentés dans la marche des troupes vers les points de concentration. — Ce n'est pas tout de réimprimer des soldats en corps de troupe; il faut les faire parvenir au lieu de la lutte dans les meilleures conditions possibles pour le succès. C'est la seconde partie de la tâche qui incombe aux chefs militaires. Elle est à la fois la plus importante et la plus compliquée; à elle seule elle suffit pour absorber tous les moments. — Combien n'est-elle pas plus difficile quand elle est entravée à son début par les retards de la formation des corps, et combien ne peut-on pas craindre pour le résultat, si la première partie n'a pas réussi! On vient de voir les difficultés qu'il rencontre celles-ci; il faut signaler les inconvénients qui se sont présentés plus tard. On peut le faire rapidement, parce que les obstacles sont dus, non aux personnes, mais aux choses elles-mêmes.

Des mouvements sur les chemins de fer. — Les troupes de l'armée active régulière ont presque toutes été transportées à la frontière par les voies ferrées. Les compagnies de chemins de fer, non seulement alors, mais souvent depuis, ont fait tous leurs efforts; elles ont pu obtenir et donner plus qu'elles n'avaient promis. Cependant cela n'a pas été assez, et elles n'hésitent pas à en rejeter la faute sur la direction militaire. Sans entrer dans ce débat, bien superflu aujourd'hui, il faut examiner quelles difficultés sont venues entraver les plans de départ, l'embarquement, le voyage et le débarquement des troupes.

Projets de départ. — L'emploi des chemins de fer pour le transport des grandes masses de troupes était, en 1870, une nouveauté à laquelle on n'avait pu se préparer que par l'étude; l'expérience pratique faisait défaut. Lors de la guerre de Crimée, en 1854, il n'y avait pas à songer à employer d'une manière générale les lignes ferrées, puisque aucune n'aboutissait à Marseille. Lors de la guerre de 1859, on ne pouvait approcher de l'Italie que par une seule

voie, et on ne l'atteignait pas encore. Enfin on n'était pas obligé aux mêmes efforts de célérité qu'en 1870, et on s'est trouvé avoir devant soi plus de temps et de calme pour exécuter le mouvement.

Dans la dernière guerre, on a voulu avant tout aller vite, et l'on a vu trop tard qu'on avait espéré des chemins de fer plus qu'ils ne pouvaient donner. Ce qui caractérise leur service, c'est surtout la régularité des arrivages et la parfaite répartition des forces. On a demandé bien autre chose. Les circonstances exigeaient un grand transport simultané; on l'a essayé, mais on s'est trouvé arrêté par des obstacles qu'on n'a pu surmonter qu'imparfaitement.

Il est certain que, pour un transport restreint et pour une distance longue, l'avantage du parcours sur la ligne ferrée n'est pas contestable; mais il est indéniable, autant que difficile, d'établir une relation exacte entre le total du transport et les forces de la ligne.

L'établissement de ce calcul doit primer toute autre question et s'imposer d'une manière absolue; l'un des éléments est le but, l'autre le moyen.

Si le point d'arrivée est séparé de celui de départ par huit étapes, et si la ligne ferrée ne peut transporter par jour plus de 10,000 hommes avec leur matériel, le transport de 30,000 hommes durera trois jours et sera terminé cinq jours plus tôt que s'il s'était fait à pied. Mais s'il y a à transporter 100,000 hommes, il faudra dix jours pour compléter le mouvement, et l'exécution demandera trois jours de plus que si la marche s'était faite par les routes ordinaires. Si l'on a 300,000 hommes à transporter, il faudra trente jours et on perdra vingt-deux jours. Il convient donc, avant tout, d'apprécier le temps qu'exigera le mouvement effectué par les voies ordinaires, et s'il est plus court que le total du temps nécessaire pour le transport par les voies ferrées, il faudra l'adopter immédiatement.

Les exemples abondent, dans la dernière campagne, de mouvements exécutés par les chemins de fer avec plus de lenteur que s'ils avaient eu lieu à pied. On y a gagné sans doute, dans certains cas, d'éviter de la fatigue à la troupe; mais c'est un bien petit avantage; la fatigue, quand elle ne dépasse pas certaines limites, n'empêche pas le soldat de se battre.

On risque, dans un pareil mouvement, une terrible chance, celle de faire écouler une tête de colonne faible encore par des forces considérables, sans pouvoir lui faire parvenir à temps les renforts nécessaires. Il peut même arriver qu'on soit forcé de l'engager avant qu'elle ait reçu son artillerie et que sa réserve de cartouches soit à portée.

Ce sont là de terribles mécomptes, et pourtant on a surmené le matériel et le personnel des compagnies, parce qu'on ne s'est pas rendu compte de ce qu'elles pouvaient donner et du délai sur lequel on pouvait compter.

Il est parfois arrivé aussi que les effectifs des corps de troupes ne se sont pas trouvés proportionnés avec l'importance des moyens de transport mis à leur disposition; tantôt ceux-ci ont été surabondants, tantôt ils ont été insuffisants, et l'un de ces excès est tout aussi fâcheux que l'autre.

Dans le premier cas, si l'effectif des troupes ne suffit pas à remplir le matériel mis à sa disposition, on se voit en vain se débattre à pleine charge, il y a soit gaspillage de matériel, soit perte de force pour la traction.

Il résulte infailliblement une perte de temps. Si les trains sont formés pour contenir de 900 à 1,000 hommes et qu'ils n'en embarquent que 600, il en faudra un tiers de plus.

Pour transporter 90,000 hommes d'infanterie, cent trains seraient suffisants; cent cinquante vont être nécessaires. Comme ils ne peuvent se suivre qu'à des intervalles déterminés, le nombre des trains ne peut être augmenté au-delà d'une certaine mesure. En supposant vingt trains par jour, cinq jours auraient pu permettre d'achever le mouvement; avec cent cinquante trains, huit jours et demi seront nécessaires.

Dans le second cas, si le matériel réuni n'est pas suffisant, ce qui est arrivé trop souvent, il y a encombrement dans les gares, stationnement prolongé des troupes à leurs abords, désordre dans les plans et retard dans les opérations militaires.

Cette insuffisance du matériel peut provenir de plusieurs causes; souvent les wagons ne sont pas disponibles parce qu'ils sont chargés de marchandises appartenant soit aux particuliers, soit même à l'Etat, que le temps et la main-d'œuvre font défaut pour les décharger, que la place manque pour déposer leur contenu en entrepôt. Dans d'autres circonstances, on a compté sur le matériel ayant servi à un premier transport, et que des événements indépendants de la volonté ou de la prévision des expéditions retardent dans son mouvement de va-et-vient. Ce sont là des mécomptes dont les conséquences peuvent être des plus fâcheuses. Ils proviennent tous d'une seule cause: le défaut d'entente entre la direction des mouvements militaires qui ordonne, et la Compagnie du chemin de fer qui exécute.

Général VINOY.

Le comte de Paris et le duc de Chartres étant à Bone, en Algérie, des individus mal intentionnés ont placardé nuitamment le 11 mai des affiches rouges portant: « Rendez-vous nous cinquante millions! »

Le préfet averti a ordonné de faire disparaître les affiches.

L'adjoint, qui a autorisé l'affichage, a été suspendu pour deux mois.

— Au moment du départ des princes, de nombreux officiers et des civils se sont approchés de la voiture et ont salué les princes, auxquels

ligne, et on ne l'atteignait pas encore. Enfin on n'était pas obligé aux mêmes efforts de célérité qu'en 1870, et on s'est trouvé avoir devant soi plus de temps et de calme pour exécuter le mouvement.

Dans la dernière guerre, on a voulu avant tout aller vite, et l'on a vu trop tard qu'on avait espéré des chemins de fer plus qu'ils ne pouvaient donner. Ce qui caractérise leur service, c'est surtout la régularité des arrivages et la parfaite répartition des forces. On a demandé bien autre chose. Les circonstances exigeaient un grand transport simultané; on l'a essayé, mais on s'est trouvé arrêté par des obstacles qu'on n'a pu surmonter qu'imparfaitement.

Il est certain que, pour un transport restreint et pour une distance longue, l'avantage du parcours sur la ligne ferrée n'est pas contestable; mais il est indéniable, autant que difficile, d'établir une relation exacte entre le total du transport et les forces de la ligne.

L'établissement de ce calcul doit primer toute autre question et s'imposer d'une manière absolue; l'un des éléments est le but, l'autre le moyen.

Si le point d'arrivée est séparé de celui de départ par huit étapes, et si la ligne ferrée ne peut transporter par jour plus de 10,000 hommes avec leur matériel, le transport de 30,000 hommes durera trois jours et sera terminé cinq jours plus tôt que s'il s'était fait à pied. Mais s'il y a à transporter 100,000 hommes, il faudra dix jours pour compléter le mouvement, et l'exécution demandera trois jours de plus que si la marche s'était faite par les routes ordinaires. Si l'on a 300,000 hommes à transporter, il faudra trente jours et on perdra vingt-deux jours. Il convient donc, avant tout, d'apprécier le temps qu'exigera le mouvement effectué par les voies ordinaires, et s'il est plus court que le total du temps nécessaire pour le transport par les voies ferrées, il faudra l'adopter immédiatement.

Les exemples abondent, dans la dernière campagne, de mouvements exécutés par les chemins de fer avec plus de lenteur que s'ils avaient eu lieu à pied. On y a gagné sans doute, dans certains cas, d'éviter de la fatigue à la troupe; mais c'est un bien petit avantage; la fatigue, quand elle ne dépasse pas certaines limites, n'empêche pas le soldat de se battre.

On risque, dans un pareil mouvement, une terrible chance, celle de faire écouler une tête de colonne faible encore par des forces considérables, sans pouvoir lui faire parvenir à temps les renforts nécessaires. Il peut même arriver qu'on soit forcé de l'engager avant qu'elle ait reçu son artillerie et que sa réserve de cartouches soit à portée.

Ce sont là de terribles mécomptes, et pourtant on a surmené le matériel et le personnel des compagnies, parce qu'on ne s'est pas rendu compte de ce qu'elles pouvaient donner et du délai sur lequel on pouvait compter.

Il est parfois arrivé aussi que les effectifs des corps de troupes ne se sont pas trouvés proportionnés avec l'importance des moyens de transport mis à leur disposition; tantôt ceux-ci ont été surabondants, tantôt ils ont été insuffisants, et l'un de ces excès est tout aussi fâcheux que l'autre.

Dans le premier cas, si l'effectif des troupes ne suffit pas à remplir le matériel mis à sa disposition, on se voit en vain se débattre à pleine charge, il y a soit gaspillage de matériel, soit perte de force pour la traction.

Il résulte infailliblement une perte de temps. Si les trains sont formés pour contenir de 900 à 1,000 hommes et qu'ils n'en embarquent que 600, il en faudra un tiers de plus.

Pour transporter 90,000 hommes d'infanterie, cent trains seraient suffisants; cent cinquante vont être nécessaires. Comme ils ne peuvent se suivre qu'à des intervalles déterminés, le nombre des trains ne peut être augmenté au-delà d'une certaine mesure. En supposant vingt trains par jour, cinq jours auraient pu permettre d'achever le mouvement; avec cent cinquante trains, huit jours et demi seront nécessaires.

Dans le second cas, si le matériel réuni n'est pas suffisant, ce qui est arrivé trop souvent, il y a encombrement dans les gares, stationnement prolongé des troupes à leurs abords, désordre dans les plans et retard dans les opérations militaires.

Cette insuffisance du matériel peut provenir de plusieurs causes; souvent les wagons ne sont pas disponibles parce qu'ils sont chargés de marchandises appartenant soit aux particuliers, soit même à l'Etat, que le temps et la main-d'œuvre font défaut pour les décharger, que la place manque pour déposer leur contenu en entrepôt. Dans d'autres circonstances, on a compté sur le matériel ayant servi à un premier transport, et que des événements indépendants de la volonté ou de la prévision des expéditions retardent dans son mouvement de va-et-vient. Ce sont là des mécomptes dont les conséquences peuvent être des plus fâcheuses. Ils proviennent tous d'une seule cause: le défaut d'entente entre la direction des mouvements militaires qui ordonne, et la Compagnie du chemin de fer qui exécute.

Général VINOY.

</

— D'après les derniers avis reçus d'Amérique, il paraîtrait que la Nouvelle-Ecosse se met en mesure de fournir son charbon à la mère-patrie. S'il faut en croire le *New-York Herald*, le *Great-Eastern* est engagé pour prendre à son bord et transporter en Europe, immédiatement après la pose du nouveau câble transatlantique, un chargement de 15,000 tonnes de charbon, qui l'attendrait à Cow-Bay au cap Breton. Les mesures sont prises pour que l'embarquement se fasse dans le délai de quinze jours, soit 1,000 tonnes par jour.

Le *Herald* fait à ce propos la réflexion suivante : « Qui se serait jamais douté, lors de la construction et de la mise à flot de ce géant de la mer, que la magnifique *Great-Eastern* deviendrait un jour un obscur porte-charbon ? Le cylope se fait charbonnier. Après tout, ce genre de service et d'emploi du vapeur monstrueux qu'il est intentionnellement conçu, n'en serait pas moins honorable, et le *Great-Eastern* resterait encore dans l'esprit de sa mission, qui en est une d'humanité et de progrès. »

— L'érysipèle qui a coûté la vie à M. Stuart-Mill s'est déclaré le 5 mai. Le médecin qui fut appelé en premier lieu ne donna aucun espoir de guérison. On adressa un télégramme au docteur Gurney, de Nice, en le priant de venir sur-le-champ. Il arriva le 6 mai soir et resta jusqu'à la fin. Le mal devint mortel le 6. Le malade périt par suffocation. Il a conservé la lucidité de son esprit jusqu'au dernier moment. M. S. Mill a laissé plusieurs ouvrages complets et tout prêts à être mis sous presse, y compris un mémorial autobiographique qui s'étend jusqu'à ses derniers jours. Son corps sera probablement inhumé à côté de celui de sa femme, à Aigüen.

Italie.

Nous croyons devoir reproduire, d'après le compte-rendu que nous apporte l'Italie, le discours qu'a prononcé le ministre des affaires étrangères, dans la séance du 9 mai, au cours de la discussion sur les ordres religieux :

La parole est à l'honorable ministre des affaires étrangères.

M. VISCONTI-VENOSTA, ministre des affaires étrangères. — Il me semble que la question a été portée hors de son vrai terrain, et le point de vue où nous nous plaçons peut avoir une grande influence en une matière de cette nature. J'exposerai donc les principes qui ont guidé le gouvernement dans la présentation de son projet de loi.

J'ai entendu dire que nous avions été poussés par une politique réactionnaire, cléricalle, et par le désir de faire des concessions au parti réactionnaire. Je n'entends ni discuter la question ni offenser nos adversaires dans cette discussion.

Nos honorables collègues de la gauche ne se fâcheront pas si je leur dis que je n'ai aucun espoir de les convertir à notre politique. Nos adversaires n'ont accepté de notre programme que la première partie, qui concerne la solution de la question romaine. De la seconde partie, c'est-à-dire des conditions pour l'exercice de la liberté religieuse, ils n'ont pas voulu en tenir compte. Il y a cependant dans cette Chambre de hautes convictions qui je respecte. C'est à ces convictions que je m'adresse spécialement.

Il y a dans la majorité conservatrice une fraction qui ne décline aucune responsabilité dans la voie glorieuse que nous a conduit de Novare à Rome et qui a accepté tout le programme national, y compris la pleine liberté de la papauté. Ces collègues ont été d'accord avec nous, non-seulement sur la question de principe, mais aussi sur la politique pratique et d'opportunité. Ils ont reconnu qu'il y avait des nécessités inhérentes à toutes les grandes transformations, et que certaines questions doivent être traitées avec les principes, mais aussi un peu avec le sentiment de l'opportunité. Voilà pourquoi ils ont voté la loi sur les garanties.

Ils ont marché avec prudence et même avec défiance dans la question religieuse. Ils ont craint qu'en allant plus loin dans la voie qui a conduit à la loi des garanties, on ne donnât trop de force au parti clérical.

On est même allé jusqu'à craindre que le gouvernement ne fit des sacrifices au principe de la conciliation pour compenser le parti clérical de la perte du pouvoir temporel.

La loi actuelle me semble surtout menacée par ces répugnances et ces défiances. Aussi j'espère que la Chambre me permettra de m'étendre quelque peu sur ce point.

L'honorable Corbetta, qui a été fort court-toisé avec moi, a dit que le projet de loi est très-vaste. Il me semble à moi que les arguments développés dépassent l'importance du projet.

On a soulevé les problèmes les plus ardues, et on a traité amplement la question des rapports de l'Eglise avec l'Etat, question qui ne peut se résoudre par surprise, mais par un développement progressif comme toutes les grandes questions contemporaines.

C'est pas le moment de tracer l'histoire de cette question. Mais on peut en citer les termes principaux. L'Eglise, dès les premiers temps, a soutenu pour être soutenue. S'il n'y a qu'une vérité et que l'Eglise en soit la seule dépositaire, il s'ensuivait que l'Eglise ne pouvait voir que le bras séculier dans l'Etat. S'il l'Eglise est un moyen pour gouverner, l'Etat croyait certain que ce moyen était placé sous sa domination. Les concordats furent des transactions.

Or, on dit, comment voulez-vous appliquer à l'Eglise la liberté quand l'absolutisme y domine ? Et d'autres ajoutent : comment voulez-vous que l'Etat s'ingère dans les questions religieuses ? Voulez-vous fonder une Eglise nouvelle, révolutionnaire, à côté de la vieille ? Je ne crois pas qu'on pense à cela en Italie. Le programme de l'Italie sur la liberté de l'Eglise était joint à celui de Rome capitale.

On demande comment le gouvernement peut renoncer à ses armes de défense contre l'Eglise qui l'attaque. On cite l'exemple de l'Allemagne, sans considérer que nos conditions sont bien différentes.

Ce qu'il nous reste de mieux à faire, c'est de nous en tenir à ce que la nature de notre pays nous permet d'obtenir.

Il suffit de signaler toutes ces divergences pour comprendre combien la question est complexe, et qu'elle ne peut être résumée dans l'actuel projet de loi.

L'Italie n'est pas en présence de la seule question des rapports de l'Eglise avec l'Etat, comme la Suisse et la Belgique. Il y a encore la question de l'existence de la papauté. Cette question, elle n'existe ni en Allemagne, ni en France, ni en Belgique. Dois-je vous rappeler les anciennes promesses de la politique italienne et les difficultés qui entourent la solution définitive de la question de Rome ? Il y a à Rome une grande institution. Nous avons changé ses conditions politiques, mais nous lui avons assuré le respect et pleine liberté dans l'exercice de ses attributions spirituelles.

Le mouvement national a détruit le pouvoir temporel, mais on n'a pas touché à la papauté spirituelle. Or, la question de la papauté ne doit pas être confondue avec la question des rapports de l'Eglise avec l'Etat. Tous les catholiques peuvent demander que le pouvoir

spirituel central ne soit laissé à la merci d'un gouvernement. Chaque nation se réserve sa liberté d'action dans les rapports de l'Eglise avec l'Etat. L'Italie ne veut pas être inférieure aux autres Etats.

Les opposants disent qu'ils ne prétendent pas entraver l'exercice du pouvoir spirituel, mais qu'ils ne veulent pas non plus amoindrir notre droit public. Ce danger est-il à craindre ? Il n'est pas question ici de satisfaire la réaction, qui ne se contenterait pas même de Rome, et voudrait encore Bologne et Ancone. La loi des garanties a fait faire un pas dans la liberté de l'Eglise, laquelle liberté est plus grande en Italie que partout ailleurs. Ceux qui voient avec répugnance cette liberté peuvent se consoler, parce que l'Eglise aussi est du même sentiment. L'Eglise croit perdre avec la liberté l'appui du gouvernement civil. Nous voulons que le pontife soit libre, ce qui n'empêche qu'il n'ait le droit de faire respecter les lois. (Bravo !)

Comme ministre des affaires étrangères, je déclare que je n'aurais en cette question toléré aucune ingérence étrangère, qui, du reste, ne s'est jamais fait sentir. (Bien.)

Faisons donc une distinction des questions qui doivent être distinctes et dont la confusion serait dangereuse pour le pays.

Nous voulons dire aux catholiques que tout ce qui est catholique, religieux, universel, est respecté. Qu'on ne dise pas que, pour faire l'Italie, nous avons voulu faire du Vatican une institution organique du royaume d'Italie. On pourrait craindre cela, si on voulait faire du pape un sujet et suivre une politique incertaine et confuse.

M. le ministre se repose quelques minutes. M. VISCONTI-VENOSTA. Messieurs, je vous prie de vouloir envisager la question au point de vue sous lequel je vous l'ai présentée.

On dira que je parle de la situation du pontife et qu'on y a pourvu par la loi des garanties. Que doit-on faire de plus ? Nous ne voulons pas que la loi des garanties devienne une législation italienne. La loi des garanties est ce qu'elle est. Elle n'exige rien de plus ce qu'elle déclare exiger, mais elle ne peut résoudre toutes les questions de nature religieuse.

Elle veut qu'on fasse au pontificat une situation conforme à son caractère universel, et elle a sanctionné la souveraineté du pontife, l'immunité de ses offices, la liberté du conclave et des communications avec l'extérieur.

Le pontife n'est pas un individu, mais une autorité qui doit procéder avec les instituts qui constituent le gouvernement général de l'Eglise.

Nous devons donc examiner si quelques-unes des institutions dont il est question dans le projet de loi étaient annexées au pontificat comme une institution dans le gouvernement universel de l'Eglise. Tel est le problème que nous nous sommes posé. Nous nous sommes trouvés devant l'office du généralat. (Mouvement d'attention), qui a un rapport étroit avec le pontificat.

L'association monastique est un phénomène de toutes les religions. Cette association, nous ne la reconnaissons pas civilement, mais on ne peut nier que le gouvernement du monachisme appartienne au pontife suprême de l'Eglise et ne fasse partie de ses attributions spirituelles.

Il fallait donc trouver un moyen de ne pas empêcher l'action de cette institution ecclésiastique.

On dit que nous faisons des concessions. Je réponds : Si dans la loi des garanties on avait introduit une disposition en faveur des généralats, en aurait-on été surpris ? Non.

Nous savons ce que nous avons proposé pour ne pas troubler cet office des généraux des ordres. On dit que nous créons, avec la maison générale, un convent prévalant sur les autres convents. Nous n'avons rien créé ; nous avons seulement conservé une institution d'un caractère universel et religieux. Nous n'avons voulu ni créer, ni détruire les généralats, mais seulement adopter une mesure fort bien définie par l'honorable Restelli dans son rapport.

Nous ne chicanons pas sur la forme ; tout ce que nous voulons, c'est qu'on approuve l'application de la mesure que nous croyons nécessaire. Nous devons remplir réellement les promesses de notre politique.

Que signifie vouloir conserver les généralats ? Cela ne signifie pas les supprimer, mais seulement leur maintenir l'ensemble des moyens inhérents à leur office.

L'honorable rapporteur dit que le pouvoir civil ne donne à l'association monastique aucune sanction civile. Il ne dénie pas l'exercice de la liberté individuelle, mais il émanne de ses vœux les droits civils et politiques.

En Italie, nous ne nions pas les droits de l'association, mais nous nions au monachisme des droits supérieurs à ceux de l'association.

La question des généralats est petite. Je suis surpris qu'on ait voulu en faire une grande question. (Rumeurs à gauche.)

Par cette loi, n'obtient-on pas le but obtenu par les autres lois de suppression ? La question serait grave si on voulait sauver les convents ; mais elle devient petite quand il ne s'agit que de quelques conditions secondaires.

Après avoir résumé ses démonstrations, le ministre dit : Messieurs, vous appliquez à Rome la législation la plus libérale qu'il y ait en Europe en fait d'associations monastiques, et vous prétendez que notre action n'est pas libre ! On a parlé de considérations de politique extérieure. Ecoutez ! écoutez ! Vous appelez considérations, a-t-on dit, vos craintes. On a cité l'Allemagne et les paroles du grand homme d'Etat qui dirige les affaires de l'Allemagne. Je ne puis sur ce point suivre les orateurs. Je dirai seulement que nous devons résoudre une question qui n'existe pas en Allemagne. La politique de l'empire allemand n'est pas la guerre à la papauté ; elle se borne à se tenir rigoureusement sur le terrain où l'Etat germanique exerce sa compétence. C'est ce que fait l'Etat italien.

Messieurs, les questions ne se résolvent pas en les niant, et celle de nos rapports avec la papauté est grave. Il ne s'agit pas de la réaction cléricalle, qui nous sera toujours hostile, mais de l'opinion de l'Europe. Il s'agit des gouvernements qui sont prêts à reconnaître les faits accomplis, mais qui sont aussi soucieux des intérêts religieux.

On veut savoir quels engagements nous avons. Si nous eussions suivi une autre politique, des exigences se seraient produites. On nous demande les documents diplomatiques ; je suis heureux de n'en avoir pas à présenter, parce que cela prouve le respect qu'on a pour notre loyauté et notre politique. (Bien !)

Il n'y a pas eu d'échange de notes, mais seulement d'idées.

Le projet qui est devant vous est conforme à nos précédents, à nos idées, à nos promesses.

La Chambre peut l'approuver ou le repousser, mais à chacun sa responsabilité. Nous ne pouvons certes pas présenter un projet qui plût à l'opposition et qui fût contraire à nos idées.

On dira que l'Italie veut résoudre la question par la force, en profitant de conditions favorables et transitoires. Je ne crains aucun danger immédiat ; ce que je crains, c'est une réserve expresse ou tacite de l'opinion du monde. Notre politique doit tendre à ce que la

question soit close définitivement, au lieu de la laisser ouverte au profit de nos adversaires. (Rumeurs à gauche. — Approbation à droite.)

Il ne dépend que de nous que la question ne devienne pas internationale. Le parti clérical compte sur notre faiblesse pour faire retourner l'Italie au point où elle était quand la nation n'existait pas. (Bien !)

Il veut provoquer des conflits avec l'étranger. Le gouvernement italien l'a toujours combattu sur ce terrain. Je crois que personne ne niera les bons résultats que nous avons obtenus.

Nous devons enlever au parti clérical tout prétexte de nous combattre sur le terrain des intérêts catholiques universels. Nous devons empêcher qu'il donne à la question le caractère international. Faisons une loi que ce parti puisse accuser de renverser les institutions nécessaires au pontificat, et la réaction criera en public et se rejoindra en particulier.

Croyez-vous que la question des généralats ait une grande importance ? Croyez-vous que les cléricaux aient besoin de quelques milliers de francs et regardent les très-avantageux nos offres ? Oh ! ils sont loin de là, messieurs ! (Bien !)

L'Italie, en abolissant le pouvoir temporel, a contribué au progrès universel. (Bien !)

Tout ce que je désire, c'est que votre vote ne cause aucun préjudice à la cause nationale et à la civilisation universelle. (Bien ! bravo ! — Applaudissements à droite — agitation — conversations animées.)

Une barque chargée de 19 personnes, qui traversait le 8 mai, le lac Majeur, allant de Magadino à Locarno, a été surprise en route par un violent orage et a sombré. Seize personnes ont péri.

Suisse.

M. Lachat, évêque de Bâle destiné par les Etats diocésains, a notifié le 12 mai au Conseil fédéral que, tout en se considérant comme évêque du diocèse de Bâle tout entier, il est prêt à consentir cependant, pour éviter des conflits plus graves, à certaines modifications de sa juridiction.

— La duchesse de Madrid habite actuellement une villa située près de Rorschach, sur le lac de Constance, laquelle avait appartenu à sa mère, feu la duchesse de Parme.

Espagne.

On mande de Barcelone, en date du 9 mai, soir :

« Le succès du colonel Tomasi n'est pas aussi considérable qu'on le supposait et le nombre des morts a été exagéré. »

« Il s'est produit une grande scission à propos de la question électorale entre les républicains fédéralistes ultras et le club de l'*Etat catalan*. Les premiers repoussent les candidats proposés pour les districts 1, 3 et 5, disant que ce sont tout simplement des ambitieux qui recherchent de bons emplois ; ils acceptent MM. Figueras et Pi y Margall pour le 2^e et le 4^e district ; et ils proposent trois intransigeants : Maria Alfer, Valentin Almirall et José Guisasa pour les trois autres districts. Le club républicain fédéral a répondu, ce soir, par un manifeste recommandant l'union, blâmant les protestations intempestives, les actes insensés, les propositions absurdes de certains fédéralistes. »

« A Tarragone, le cercle républicain fédéral de l'armée et de la marine a convoqué une réunion à laquelle assistaient des sergents, des caporaux, des soldats et des citoyens de la ville. Un musicien militaire a parlé pendant une demi-heure en faveur de la république fédérale ; il a recommandé de ne pas obéir aux chefs réactionnaires tels que Serrano et Topete ; il a ensuite lu une pétition en faveur des chasseurs mis en prison par le général Velarde. »

— On lit dans la *Discusion* du 6 :

« La campagne contre les carlistes continue à donner de bons résultats. D'après le *Diario español*, ce n'est pas se risquer que d'affirmer que dans trois semaines les provinces du nord seront débarrassées des bandes insurgées, et suivant le général Novallas, l'insurrection basco-navarraise est fort abattue. »

« Ces bonnes nouvelles seront reçues avec plaisir par nos coreligionnaires, car la seule chose qui mette des entraves à la situation, dans ce moment-ci, c'est le carlisme. »

« Toutes les graves complications que la république trouva sur son chemin dans les premiers jours de sa proclamation ont disparu ; les dernières ne tarderont pas à disparaître également. Nous ne demandons qu'un peu de temps encore. »

— Voici d'après le *Tiempo*, ce que les clubs républicains de Barcelone imposent aux candidats pour les Constitutives :

« 1^o La Constitution statuera : que les droits individuels ne sont point passibles de législation ; que les droits individuels sont inhérents à l'individualité humaine, garantissant leur libre exercice d'une manière égale à tous les citoyens de la nation espagnole ; 2^o elle proclamera la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; 3^o partant du principe que l'enseignement élémentaire est un droit et un devoir de tout citoyen, la Constitution ordonnera ce qu'il faudra pour qu'il soit laïque, gratuit et obligatoire dans tout le pays. »

« 2^o L'organisation de la république sera sous la forme de confédération démocratique avec Etats souverains. »

« 3^o La Confédération aura à sa charge l'administration des intérêts généraux de l'armement, des tarifs des douanes, chemins de fer, postes et télégraphes, la direction des travaux publics d'intérêt général, celle de l'armée et de la marine en temps de guerre, le règlement de leur organisation en temps de paix ; les relations internationales, diplomatiques et consulaires, les traités de commerce, etc. Elle pourra aussi déclarer la guerre après approbation préalable par les Etats, signer les traités de paix, etc. »

« 4^o La souveraineté de la nation sera représentée par une Chambre dont la base sera la population et par une autre Chambre composée de délégations de chacun des Etats. Cette dernière aura la mission spéciale de réviser les lois et de se constituer en haute cour quand il faudra juger les premiers magistrats de la nation. Elle connaîtra également des conflits légaux qui viendront à surgir entre les divers Etats. »

« 5^o Le gouvernement se composera d'un conseil exécutif, et jamais d'un président avec voix, attendu que le gouvernement ne peut pas intervenir au moyen de délégués dans les affaires intérieures de chaque Etat. »

« 6^o Les Etats devraient se constituer, autant que possible, sur la base des anciennes provinces historiques de la nation, et en se conformant aux principes démocratiques et à tout ce qui sera consigné dans la Constitution fédérale. Ils pourront librement constituer en ce qui touche leur gouvernement et régime intérieur. »

« 7^o Les Cortes constituantes réviseront les constitutions particulières des Etats en tant qu'elles affectent les intérêts généraux ou ceux de quelque autre Etat de la Confédération. »

« 8^o La Confédération fédérale, à son tour,

sera révisée par le Congrès des Etats et approuvée en plébiscite par les citoyens de la Confédération, et, dans le cas où cela n'aurait pas lieu, il sera convoqué de nouvelles Constituant pour la Confédération. »

Amérique.

ETATS-UNIS. — On lit dans le *Courier des Etats-Unis* du 23 avril :

« Comme on avait de bonnes raisons pour le craindre à Washington, et comme il n'était pas bien difficile de le prévoir, les Modocs ont passé entre les jambes des soldats des Etats-Unis et pris le chef des champs. Il n'était guère possible de supposer, en effet, à moins d'un parti pris de suicide ou d'une folie, que les Modocs, qui n'ont pas de fusils, et qui n'ont pas de résolutions qu'ils fussent, s'enferraient volontiers dans l'assurance d'en pouvoir sortir quand ils jugeraient le moment venu. Seulement ils ne voulaient pas s'en aller sans avoir fait payer cher leur retraite, et ils ont attendu les soldats derrière leurs rochers inaccessibles pour pouvoir les frapper à coup sûr sans s'exposer eux-mêmes à leurs coups. »

« Le fait est qu'ils ont tué ou blessé une douzaine de blancs, pour le moins, et que, de leur côté, ils n'ont perdu, suivant toute probabilité, que quatre ou cinq de leurs, et encore ce sont les Indiens alliés et non les soldats des Etats-Unis qui les leur ont tués. Un de leurs chefs, Schonchin, a, il est vrai, été trouvé blessé dans la caverne abandonnée du capitaine Jack, mais une *squaw* prisonnière a dit qu'il avait été atteint d'un coup de feu tiré par le commissaire de la paix Meacham quand il était poursuivi par lui lors de la rupture des négociations, avant l'attaque des champs de lave, par conséquent. On ne dit pas comment il est mort dans la caverne où il s'était réfugié, s'il avait succombé quand on l'a découvert, ou s'il a été achevé par le soldat qui a rapporté sa chevelure. »

« Il paraît que le premier soupçon de la fuite des Modocs est venu à la suite de la découverte d'un cadavre blanc, celui d'un charretier nommé Eugene Hovey, à un mille des champs de lave, d'où il venait, retournant de l'armée à Yreka, ce qui a fait penser que ce jeune homme s'était malencontreusement trouvé sur leur passage, et qu'ils l'avaient tué d'abord pour le tuer, ensuite pour lui voler ses chevaux et empêcher qu'il n'allât donner l'éveil. »

« Un monsieur dont on ne dit pas le nom, mais qu'une dépêche de San-Francisco donne pour « un homme parfaitement digne de foi, » a écrit à un *reliable gentleman*, comme on qualifie pendant la guerre de la sécession tous les porteurs de canards, assure qu'il y a dans le sud-est, c'est-à-dire dans la direction par où on pense que les Modocs se sont échappés, une immense caverne bien plus inaccessible encore que les champs de lave, et bien mieux à l'épreuve de la bombe, où il a la presque certitude qu'ils se sont réfugiés. »

« S'il en est ainsi, on peut être sûr que cette caverne a un double fond, ou quelque issue secrète, comme d'habitude, par où ils sauront bien sortir ; peut-être auront-ils passé là, ou dans tout autre refuge, la première journée de leur retraite ; mais ils auront repris leur exode pendant la nuit, et échappé ainsi à la vigilance des soldats jusqu'à ce qu'ils aient pu gagner l'asile inaccessible des montagnes. »

« Quel qu'il en soit, l'alarme est grande dans le pays. Chaque colon se voit désormais exposé à être d'un moment à l'autre assailli, pillé, ruiné, scalpé par les Modocs. Le général Gillem a envoyé de tous côtés des courriers prévenir les fermiers de se tenir sur leurs gardes ; mais ces courriers n'ont pas trop à envier la crainte d'avoir eux-mêmes le sort de Hovey. Pendant ce temps, le général Schofield continue à envoyer des renforts au général Gillem. »

« On craint, paraît-il, que l'impunité des Modocs ne rende le courage à plusieurs tribus pacifiques par la crainte, mais toujours hostiles au fond, et que l'événement des champs de lave ne soit le signal d'un soulèvement général dans toute la zone du nord de la Californie et du sud de l'Oregon. Un tel soulèvement ne laisserait pas que d'être sérieux ; les Indiens de cette zone pourraient mettre sur pied plus de vingt mille guerriers, et il ne faudrait qu'une entente entre eux pour les rapprocher dans une action commune. »

« Le rapport du commissaire des affaires indiennes donnait le relevé suivant des Indiens répandus dans les Etats et territoires. »

Californie	22,000
Oregon	12,000
Territoire de Washington	14,000
Idaho	5,000
Montana	32,412
Utah	11,300

« Si une poignée de Modocs a pu tenir en échec et défer les forces relativement considérables qui ont pu être envoyées contre eux, on peut penser ce qu'il en coûterait si le gouvernement avait sur les bras une levée de bouilliers à laquelle prendraient part toutes ces populations puisant une nouvelle force dans le fanatisme religieux. Espérons que nous ne serons pas témoins d'une pareille calamité. C'est assez des désastres des steamers, où périssent des colonies entières ; des catastrophes de chemins de fer, où des ponts bâtis sur le sable sont emportés par un orage ; et, par dessus le marché, de la guerre de races qui menace d'éclater dans le Sud. »

« Une nouvelle satisfaisante arrive de San Francisco. Il s'agit des Apaches, qui ont donné récemment tant de tracas au général Crook, et qui viennent enfin de faire leur soumission. Voici les détails sur ce dénouement que nous apporte une dépêche datée de San Francisco, 20 avril : »

« La conférence de paix tenue au camp Verde a eu pour résultat la reddition sans condition de deux des plus mauvaises bandes d'Apaches. La paix a été la suite de la capitulation décente infligée aux fractions de cette nation qui défiaient le gouvernement depuis vingt ans. Plus de deux cents de leurs guerriers ont été tués dans la dernière campagne. Le chef de guerre des Apaches, Tonto, avec 150 hommes, femmes et enfants, assistait au conseil, et les guerriers ont rendu leurs armes avant le commencement des pourparlers. »

« Les chefs Apaches ont pris les premiers la parole. Ils ont tout reconnu leur complète défaite, et exprimé leur désir de la paix. Le général Crook a répondu brièvement. Les chefs ont promis d'envoyer un avis à tous les Indiens du dehors en armes pour qu'ils viennent faire leur soumission. Une fête leur a été donnée. On a l'intention de les bien traiter, de leur placer sur des réserves, et de tenir fidèlement toutes les promesses qu'on leur fait. »

« Ce sera une innovation dans les rapports des blancs avec les Indiens ; c'est le seul système que l'on n'ait pas encore essayé avec eux ; peut-être est-ce par là qu'on aurait dû commencer. »

Une croyance absurde et fanatique paraît être en grande partie la cause du massacre opéré par les Modocs. L'idée religieuse adoptée avec ardeur par cette peuplade et par des milliers d'Indiens d'autres tribus est qu'un nouveau dieu va venir à leur secours. Tous les Indiens qui ont péri jusqu'à ce jour « ressusciteront. » Devenus ainsi nombreux et puissants,

ils seront en mesure de vaincre les blancs, de recouvrer leurs territoires, et de vivre libres, exempts de toute contrainte, comme ont fait leurs pères dans les anciens temps. Ils attendent dès à présent un libérateur ; de sorte que le plus léger incident peut faire du capitaine Jack ou de quelque autre chef un nouveau Mahomet. Le tremblement de terre qui a ébranlé le territoire de l'Oregon et de Washington l'année dernière a été interprété par tous les Indiens comme une indication que de grands et favorables événements sont prochains. Une circonstance à remarquer, c'est que toutes les tribus, dans plusieurs très éloignées, sont parfaitement tenues au courant des faits qui ont cours. La mort du général Canby était connue très peu après l'événement dans des tribus sauvages situées à des centaines de milles. Brigham-Young a entrepris un apostolat parmi les Peaux-Rouges d'Arizona. S'il n'était pas trop vieux et probablement occupé de missions plus profitables, il serait très-possible que les sauvages l'acceptassent comme chef. En tout cas, le nouvel élément religieux ne fera que rendre la guerre de ces sauvages avec la civilisation plus haineuse et plus mortelle.

ANTILLES. — On a reçu à New-York des avis de la Havane du 21 avril par la voie de Keywest.

Une grande sécheresse régnait dans tous les environs de Santiago de Cuba, et les habitants malheureux du pays souffraient considérablement de l'insuffisance de l'eau. Les Espagnols de même que les Cubains attendaient avec impatience les actes officiels du nouveau capitaine-général de l'île, général Peltain, pour juger de sa conduite et de ce que l'on peut espérer de lui.

La *Gazette* publie le décret qui rend les biens séquestrés appartenant aux femmes loyales de maris déloyaux. Ce décret porte que si les maris continuent à conspirer ou à rester dans les rangs des insurgés, leurs femmes recevront chacune 1,000 dollars par an. La même somme, à prélever sur les biens collectifs abandonnés par les insurgés, sera accordée aux femmes et aux enfants pauvres des maris déloyaux.

La femme sera mise en possession immédiate des biens, pourvu que leur rapport ne dépasse pas 2,000 dollars. S'ils produisent 2,000 dollars, on exigera qu'ils ne soient ni vendus ni hypothéqués pendant deux ans.

Les propriétés rapportant un produit supérieur resteront à la charge du gouvernement, qui paiera au propriétaire une somme annuelle de 5,000 dollars, pourvu que celui-ci réside sur le territoire espagnol.

Le décret régularise, on le voit, la confiscation des biens des insurgés cubains.

ALLEMAGNE. — D'après la *Kreuz-Zeitung*, les quatre lois politico-religieuses ont reçu la sanction royale et doivent être promulguées aujourd'hui même, 15 mai.

SAXE. — La grève des compositeurs-typographes, pour ce qui concerne spécialement la ville de Leipzig, a cessé virtuellement le 11 mai par l'acceptation, tant du côté des ouvriers que de celui des patrons, du tarif général élaboré par la conférence des délégués des deux parties en litige.

AUTRICHE-HONGRIE. — LL. AA. RR. le prince de Galles et le prince Arthur d'Angleterre sont arrivés à Pesth le 11 mai et ont été reçus au débarcadere par le ministre de l'intérieur et le bourgmestre de la ville. Les princes devaient assister le lendemain à des régates et se rendre ensuite au théâtre national.

GRANDE-BRETAGNE. — La conférence des délégués des associations républicaines pour l'organisation nationale du parti républicain en Angleterre a été ouverte le 11 mai à Birmingham. Cinquante villes d'Angleterre étaient représentées.

On a donné lecture d'une lettre de John Bright, consultant de chercher la perfection du gouvernement actuel plutôt que le renversement de la monarchie ; l'exemple de la France, de l'Espagne et de l'Amérique même montre qu'il est difficile d'asseoir un nouveau gouvernement.

ESPAGNE. — Au sujet de la défection du colonel Navarro par les carlistes, voici la note que contient le *Bulletin officiel* de la province de Navarre :

« Pour mettre à exécution le projet que j'ai formé de ne jamais cacher la vérité des faits, je me trouve dans le cas d'annoncer aux habitants de cette province que, d'après les nouvelles reçues, la colonne du colonel Navarro a eu, hier, une rencontre malheureuse à Eral avec les bandes de Dorregaray et d'Olio. Le chef susdit de la colonne, le lieutenant-colonel du régiment de Séville, M. Martinez, et un commandant du génie ont été faits prisonniers. Les bandes se sont emparées d'une des pièces d'artillerie que la colonne avait avec elle. »

« Navarrais, la guerre que nous soutenons est juste ; nous combattons au nom de la liberté, de la civilisation et de l'ordre contre les fanatiques partisans de l'absolutisme et de l'ignorance. Le regrettable contre-temps que nous avons éprouvé ne fera qu'exalter l'esprit de tous ceux qui aiment la cause de la justice et du droit, et que hâter le moment où les rebelles seront exterminés. »

« Pampelune, le 6 mai 1873. »

« Le gouverneur, »

« JUSTO-MARIA ZAYALA. »

UN ARTISTE SCULPTEUR 1400
récemment arrivé de Rome, informe le public de St-Petersbourg qu'il s'occupe spécialement de reproduction en buste. Modèles de portrait en plâtre pour 100 r. Les bustes en marbre pour 400 r. Il désire également se placer dans une famille pour parler la langue italienne aux enfants et leur enseigner le modelage pour la sculpture, à des conditions modestes. Tchernykh, entre la Vozn. et la Podiatsh, 15. S. ad. au sculpteur Pisan.

LOUIS MÜLLER pédicure et manucure, pers. vendent de 8 à 5 r. la pièce au magasin de S. Zwermer, perspective Nevsky, à côté du passage, n° 46.

COURONNES POUR TOMBEAUX
se vendent de 8 à 5 r. la pièce au magasin de S. Zwermer, perspective Nevsky, à côté du passage, n° 46.

A LOUER
un logement parfaitement meublé, au bel étage, avec entrée de cuisine, 2 chambres, antichambre, cuisine, conduit d'eau. Petite Moskva, au coin de la Gorokhovaya, maison Tatishchev, n° 9/12, loyer 12 r. 11. Demander au tuteur.

UNE JEUNE personne sachant les langues de la maison, cherche une place comme demoiselle de magasin. S'adr. au bureau du journal, librairie Mellier, pont de Police.

ACHAT ET VENTE
de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets anciens, meubles, bronzes, pendules, porcelaine, vases, groupes, statues, tabatières, épingles, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. — Petite Moskva, maison Fedorova, n° 11, magasin de M. Jakobson.

MEUBLES pour 6 chambres, d'un travail élégant et tout ce qui est nécessaire pour l'ameublement d'un bon appartement, ayant coûté 2,000 r., sont à vendre pour la moitié du prix, en bloc ou séparément. Maximilianovsky pers. (ancien Gloukhov), n° 18, log. 2, jusqu'à 15 mai.

HEIDELBERG
(Berghelmerstrasse 52 a).
Institut Anglo-Français dirigé par MM. Whyte et Cammarin.
Nombre d'élèves limité.
Éducation complète en anglais, en français et en allemand.
Langue russe. Langues anciennes. Mathématiques.
Bonne table et vie de famille. Écrire pour le prospectus. Références de premier ordre en Russie.

MELANOGENE.
TEINTURE PAR EXCELLENCE
DE COULEURS
AINE DE ROUGE.
Pour teindre à la minute ou toutes nuances les cheveux et la barbe sans danger pour la peau et sans aucune odeur. Cette teinture est employée jusqu'à ce jour — Dépôt principal chez M. A. ROUSSEAU, au Gostinoy-Dvor, à St-Petersbourg, et chez les principaux parfumeurs de Russie. O.P. 839

FABRIQUE DE CHOCOLATS A LA VAPEUR
C. SIOU & Co
A LA TYERSKAYA, MAISON VARGUINE, MOSCOU.
Chocolat des familles. Nous offrons à notre nombreuse clientèle ce nouveau produit, qui ne le cède en rien à ceux des meilleures fabriques françaises; ses qualités toniques, son arôme, en font un précieux aliment; pour le matin il constitue un déjeuner aussi sain que délicieux. Entre autres qualités le *Chocolat des familles* se recommande encore par la modicité de ses prix.
A la santé, 50 cop. la livre.
A la vaillance, 55 cop. la livre.
Dépôt à St-Petersbourg chez SABLONKOW, Gostinoy-Dvor, Zerkal'naya linia, n° 39.

AVIS.
Le restaurant de la maison Dorotte est transféré comme par le passé, à la Tchernaya Retchka pour la saison d'été. — Déjeuners, dîners, soupers à toute heure et sur commande.
FRANKEL & WOLFFHEIM
BERLIN. JERUSALEM STRASSE, 17. BERLIN.
Recommandent leur magasin de vêtements élégants et variés pour
GARÇONS ET JEUNES FILLES D'UN AN ET DEMI JUSQU'A 14 ANS.
Les prix sont fixes et marqués sur chaque étiquette.

ON VEND
une petite maison isolée, avec tout le confort possible et grand jardin, toute neuve et parfaitement entretenue. S'adr. V.-O., 2 ligne, m. 31, le matin jusqu'à midi.

AVIS
Le Comité d'Intendance de l'administration de la maison de la noblesse de St-Petersbourg a l'intention de donner un bal dans ses salons entre le 8 et le 16 du présent mois.
On indiquera le jour du bal et on en donnera des détails par des publications spéciales.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA
BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW

a l'honneur de porter à la connaissance générale que le 3^e versement sur les actions de la seconde émission de ladite Banque, qui est de 25 0/0, c'est-à-dire de 50 r. par action, est fixé au 15 mai courant. On accepte les versements: à Kharkow — à l'administration de la Banque et à la Banque de commerce de Kharkow; à St-Petersbourg — chez M. J. E. Günzbourg, rue Galernata, n° 11, de 10 à 3 h. de l'après-midi.

LA BANQUE DE COMMERCE D'AZOW-DON
D'après la décision de la direction en date du 27 avril 1873 concernant la demande du troisième versement sur les certificats provisoires de ladite Banque à raison de 30 0/0, c'est-à-dire 75 r. par action, à l'honneur d'inviter les personnes possédant lesdits certificats à procéder au versement de 75 r. par action dans le délai du 1^{er} au 12 juin de l'année 1873.

A Taganrog, à la Banque de commerce d'Azow-Don.
Moscou, à la succursale de la Banque de Volga-Kama.
Osessa, à la Banque de commerce d'Osessa.
En présentant en même temps les certificats originaux pour que le paiement effectué puisse être inscrit. Pour les paiements effectués à St-Petersbourg, Moscou et Osessa les frais de transfert seront comptés à raison de 15 cop. par action.
Les certificats, sur lesquels le versement désigné ci-dessus n'aura pas été effectué dans le délai fixé seront considérés, comme il est dit au § 8 des statuts, imprimés sur lesdits certificats.

AVIS.
Le restaurant de la maison Dorotte est transféré comme par le passé, à la Tchernaya Retchka pour la saison d'été. — Déjeuners, dîners, soupers à toute heure et sur commande.
FRANKEL & WOLFFHEIM
BERLIN. JERUSALEM STRASSE, 17. BERLIN.
Recommandent leur magasin de vêtements élégants et variés pour
GARÇONS ET JEUNES FILLES D'UN AN ET DEMI JUSQU'A 14 ANS.
Les prix sont fixes et marqués sur chaque étiquette.

DEUX CHAMBRES joliment meublées sont à louer. Kirpichnikov, perspective Nevsky, n° 13.

A VENDRE calèche, drojky couvert et non couvert, char-à-bancs à 2 et 4 places. On propose également la location d'une remise et d'un écurie aux acheteurs de 2 ou de 3 de ces équipages. Fontanka, à côté du pal. Anichkoff, maison n° 83. S'adr. au portier ou à M. Kojewnikov.

A VENDRE
CHEVAUX D'ATTELAGE ANGLAIS
deux paires, en parfait état, l'une noire, taille moyenne, 500 r. l'autre, fauve, de carrosse, 1,500 r. Les harnais peuvent être également vendus. Visibles de 10 h. à midi, près le jardin d'été, pont de Chabines, n° 1, cocher Edme Krilov.

AVIS.
A vendre une propriété foncière, sise dans le pays du Don, dist. de Miousk, près du bourg de Dmitrovka, contenant 4,563 déciatines et 1,400 sagues de terrain, y compris 161 déc. de prés et 350 déc. de forêts, avec 2 moulins à eau, de la force de 6 et 12; distante de 30 verstes de la station d'Ouspenskaya du chem. de fer d'Azow. L'embranchement projeté pour relier la ligne d'Azow à celle de Voronezh-Rostov traversera la susdite propriété. La présence de la houille y est incontestable, malgré que l'étude du terrain n'ait pas été entreprise. Pour plus amples renseignements, on est prié de s'adresser à la gestion du Concours de la fortune du propriétaire, M. Ilovatsky, à St-Petersbourg, Strémiannaya, n° 8, log. 4. Les personnes qui auraient l'intention de faire l'acquisition de cette propriété peuvent formuler leurs propositions, verbalement ou par écrit, jusqu'au 20 juin de l'année courante.

UN ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ connaissant à fond le français, le russe et l'allemand, ainsi que la tenue des livres en partie double, cherche des occupations pour l'été. S'adresser perspective Nevsky, n° 83, log. 37.

A REMETTRE un logement de 6 chambres, 2 cuisines, avec contrat; on peut aussi ne prendre que la moitié du logement. S'adr. bureau d'annonces, pont de Kazan, m. Joukovsky, n° 21/23, log. 16.

A VENDRE un piano, place Michel, m. de l'église catholique, log. 40.

JALOUSIES
en bois peint de différentes couleurs, chez White-lock, tapissier, qui se charge également de la garniture des meubles, sommiers élastiques et autres. Place de l'Amirauté, m. Gamba, n° 8.

VENTE A L'ENCHÈRE
le 7 mai, à midi.
On vendra à l'école d'équitation de la garde des chevaux de selle et de trait. Les personnes qui voudront vendre peuvent en informer chaque jour la chancellerie de l'école et prendre connaissance des conditions.

A. BOLLOT, TAILLEUR
Élégance et bon marché. Costumes complets à 25 r. et au-dessus. Costumes d'été depuis 7 r. 50 c. Perspective Nevsky, maison n° 10.
GANTS, CORSETS ET MODES.
Pour cause de démolition le magasin Rivière est transféré momentanément sur le canal, pont d'Anichkoff, maison n° 38, logement n° 26.

BANQUE D'ESCOMPTE
DE ST-PETERSBOURG
porte à la connaissance générale, par le présent avis, qu'à partir du 1^{er} mai de l'année courante et jusqu'à nouvel ordre, elle paiera sur comptes-courants et dépôts à échéance indéterminée un intérêt de 4 1/2 0/0 par an.

BAINS D'EMS
Ouverture de la saison le 1^{er} mai.
Cabinets de lecture, théâtre, réunions, etc. Communication rapide et commode avec le Rhin et tous les pays du monde par le chemin de fer de Nassau.

COMPAGNIE MARITIME FRANCO-RUSSE
LIGNE RÉGULIÈRE ENTRE LE HAVRE ET ST-PETERSBOURG,
par les steamers de 1^{re} classe: Emma capitaine Jubin; Ville de Malaga capitaine Corbière, incessamment attendus à Cronstadt, d'où ils repartiront dans 8 ou 10 jours. Ces deux steamers sont nouvellement aménagés et ont des cabines de 1^{re} et 2^{me} classe.
S'adresser pour plus amples renseignements à MM. C. Wachter & Co, Galernaya, n° 20, maison Outine.

SALINES DE SALZUNGEN
Après être devenus la propriété de la société d'actionnaires:
<Saline und Soolbad Salzungen>
Clôture fin de septembre.

les bains sont mis en état, grâce à de nouveaux établissements de cure considérablement agrandis, d'utiliser leurs excellents moyens de cure, selon les exigences de l'époque et les progrès de la science, spécialement contre les maladies suivantes: *scrofules, anémie, rhumatisme, maladies des femmes, et maladies chroniques de la peau*, mais avant tout par l'inhalation de l'eau saline concentrée pulvérisée et de l'air riche en ozone, contre les *maladies de la poitrine et du larynx*. — S'adresser pour renseignements au soussigné et au docteur des bains, M. le conseiller de santé Dr Wagner. Outre le médecin des bains pratiquent encore à Salzungen comme médecins MM. les docteurs Ley et Seige.
LA DIRECTION.
Conseiller de commerce, Dr H. Hoffmann.

LITERIE FRANÇAISE
GLÉNAT ET Co.
BLACHON ET TOUZET, successeurs
Seule maison spéciale
à St-Petersbourg, n° 30, Grande Moskva, n° 30.
Lits en bronze et en fonte.
Lits de fer pliants. Lits de voyage, lits Garibaldi. Lits d'enfants et berceaux. Sommiers élastiques. Matelas de toute sorte.
Canapés lits. Couchettes, oreillers et traversins; stores et jalousies; Lavabos. Meubles de jardin, etc.
La maison se charge de toute sorte de travail en tapisserie.

PRIX MODÉRÉS.

POUR MAISONS DE CAMPAGNE
SONNERIE A AIR
Winterhalter & Co
St-Petersbourg. — Au pont de Kazan, le long du canal, maison Ostrowsky, n° 12.
Moscou. — Boulevard de Petrovsky, maison Popov, à côté du Restaurant de l'Ermitage.
Notre système perfectionné fonctionne sans entretien et ne donne lieu à aucune réparation.

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER VARSOVIE-VIENNE

Conformément aux §§ 26 et 28 des statuts le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire, laquelle sera tenue le 29 mai (10 juin) à onze heures du matin à la salle des conférences à la gare du chemin de fer à Varsovie.
Pour avoir droit d'assister, ou de se faire représenter à cette assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins quarante actions ou actions de jouissance, et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple jusqu'au 18 (30) mai courant à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie, ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir:
A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de commerce à Varsovie ou chez MM. Gustave Sterky et fils, Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale, Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne, Francfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils, Dresde, à la Banque de Dresde, Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C^o, Bruxelles, chez MM. Brugmann fils, Londres, chez MM. Rothschild and sons, Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig, Cracovie, chez M. François-Antoine Wolff.
Les spécifications porteront les n° I, II, III. Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire. La spécification n° II restera auprès du dépôt. La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire. Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les a reçues en dépôt.
Varsovie, le 25 avril (7 mai) 1873.

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER VARSOVIE-BROMBERG.

Conformément aux §§ 30 et 32 des statuts le conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire, laquelle sera tenue le 30 mai (11 juin) à onze heures du matin à la salle des conférences à la gare du chemin de fer à Varsovie.
Pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale par un de ses membres, tout actionnaire doit posséder au moins vingt actions ou actions de jouissance et les déposer, accompagnées d'une spécification des numéros en triple jusqu'au 19 (31) mai courant à trois heures de l'après-midi au plus tard, à la caisse générale du chemin de fer à Varsovie ou à l'une des maisons de Banque ci-après désignées, savoir:
A St-Petersbourg, à la succursale de la Banque de Commerce à Varsovie, ou chez MM. Gustave Sterky et fils, Berlin, à la succursale de la Banque de crédit de l'Allemagne centrale, Breslau, au siège de l'association de la Banque silésienne, Francfort-sur-Mein, chez MM. J. Weiller fils, Dresde, à la Banque de Dresde, Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et C^o, Bruxelles, chez MM. Brugmann fils, Londres, chez MM. N. M. Rothschild and sons, Leipzig, à la Société d'Escompte de Leipzig, Cracovie, chez M. François-Antoine Wolff.
Les spécifications porteront les n° I, II, III. Le dépôt d'actions sera constaté sur la spécification n° I, laquelle reste entre les mains de l'actionnaire. La spécification n° II restera auprès du dépôt. La spécification n° III, sur laquelle sera apposé un timbre spécial, accompagnera la carte d'entrée à délivrer à l'actionnaire. Après l'assemblée générale et contre la remise de la spécification n° I, les actions seront rendues à l'actionnaire par la caisse qui les a reçues en dépôt.
Varsovie, le 25 avril (7 mai) 1873.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 3 MAI 1873.											
COURS DU CHANGE.			ACTIONS ET OBLIGATIONS.			VALEUR primitive.			ACHES.		
LONDRES... 3 mois, p.			Banques privées.			6 r. 13 c. > r. > c. > r. > c.			ACTIONS ET OBLI-		
AMSTERDAM 3 mois, cents.			Banq. de comm. privée de St-Pét.			4 0/0 Mét. Février, > jours.			GATIONS.		
HAMBROU. 3 mois, m.			Banq. d'esc. de St-Pét. 1 ^{re} em.			> > Août > mois.			Chemin de fer		
PARIS.... 3 mois, c.			Banq. internat. de St-Pét. 1 ^{re} em.			Escompte 5 1/2, 6 1/2 r. 0/0			(actions).		
BELGIQUE... 3 mois, cent			Banq. russe pour le comm. étrang.						Grande Société des		
BERLIN... 15 jours, th. pour 100 r.			Banque de comm. Volga-Kama						ch. de fer russes...		
> > 3 mois			1 ^{re} em. 1000						Tsarsko-Sélo...		
			2 ^{de} em. 1000						Riga-Dunaboug...		
			Banque de comm. de Varsovie						Moscou-Kiazan...		
			4 ^{em} em. (100)						Dunaboug-Vitebsk...		
			Banque d'escompte de Varsovie						Varsovie-Teresopol...		
			Banque privée de Kiev						Volga-Don...		
			Banque industrielle de Kiev						Kiazan-Kozlov...		
			Banque de com. de Réval 1 ^{re} em.						Riask-Morschansk...		
			100						Koursk-Kiev...		
			100						Kozlov-Voronege...		
			Banque de comm. de Cronstadt						Orel-Yelets...		
			250						Yelets-Griazi...		
			d'Odessa						Schoula-Ivanovo...		
			Nicolayev						Vitebsk-Orel...		
			Azow-Don						Rybinsk-Bologoie...		
			Rost-s.-L.-D.						Tambow-Saratoz...		
			Liban						Tambow-Kozlov...		
			Sibirie						Novotork...		
			Lodz						De commerce...		
									Reassurance contre		
									l'incendie		
									Assur. sur la vie...		
									Assur. russe contre la		
									grêle...		
									Lloyd russe...		
									Maritime et fluviale...		
									Des transports Na-		
									deja		
									Deugatel		